



Compte-rendu du CHSCT du 9/06/2017

Après lecture de notre déclaration liminaire ci-jointe, le président a ouvert le comité.

NB : Le président a précisé que, comme Solidaires Finances, il souhaitait placer l'humain au cœur de toute politique. Nous saurons nous en souvenir...et le lui rappeler.

1. Présentation du rapport annuel du médecin de prévention

Le médecin a constaté une progression de la dégradation de l'état de santé (25 % des agents visités) soit : maladies, troubles du sommeil, lassitude, troubles musculaires, épuisement professionnel, etc...

Elle souligne que la prévention des risques psychosociaux (RPS) reste un sujet d'actualité et que les efforts doivent être poursuivis pour diminuer les situations de stress chronique et leurs conséquences.

Les représentants Solidaires Finances ont encore une fois fait remarquer au président du CHSCT que l'absence de secrétaire (tâches administratives) ne permet pas au médecin de se consacrer pleinement à son activité essentielle.

En 2016, la moitié des agents en résidence dans le nord du département convoqués en visite annuelle ne se sont pas déplacés à Privas.

Le médecin a précisé que les visites se font désormais au centre hospitalier de Tournon. Les visites qui n'ont pu être réalisées en 2016 vont être rattrapées progressivement.

2. Tableau de bord de veille sociale 2016 - TBVS

Les cinq indicateurs présentés par service sont :

- le nombre de fiches de prévention RPS (= fiches de signalement)
- nombre de congés maladies < 5 jours
- nombre de jours déposés sur le CET
- nombre et volume horaire des écrêtements des horaires variables

Pour tous ces indicateurs, la DDFiP de l'Ardèche se situe dans la moyenne de l'inter-région

Nous avons rappelé que les années précédentes, le TBVS était présenté de manière plus détaillée avec 37 indicateurs et nous avons demandé les éléments manquants afin de pouvoir disposer d'une meilleure vision du contexte humain et local des services.

Le président s'est engagé à nous les fournir pour le prochain CHSCT.

Nous avons rappelé l'importance de sensibiliser les chefs de service et les agents sur l'envoi de fiches de signalement dans tous les cas d'agression (même si l'agent victime de l'agression ne souhaite pas qu'une suite soit donnée) pour que la direction soit informée de toutes les difficultés rencontrées dans l'exercice des missions. **De plus, ces fiches de signalement peuvent venir en appui d'une demande de reconnaissance en accident de travail, notamment dans les cas de risques psycho-sociaux.**

3. Projet de réorganisation des services en charge des missions domaniales et de politique immobilière

Ce projet de réorganisation intervient en plus de la réforme de la consultation du domaine depuis le 1^{er} janvier 2017 (relèvement des seuils, fin des consultations officieuses).

Le service local des domaines (SLD) est composé actuellement d'un cadre A et d'un cadre B en gestion, et de deux cadres A évaluateurs.

En Ardèche, à compter du 1/09/2017, la partie évaluation sera transférée au PED (pôle d'évaluation domaniale) de la DDFiP 42 (suppression de deux emplois A), la partie gestion des opérations complexes sera transférée au PGD (pôle de gestion domaniale) de la DRFiP 69.

Les deux évaluateurs actuels ne souhaitent pas suivre la mission à St Etienne, l'un devrait la suivre dans un autre PED et l'autre devrait rester en Ardèche sur d'autres missions (à confirmer au mouvement définitif des cadres A).

Des réunions de cadrage sont prévues :

- 6/06/2017 avec la DDFiP 42 pour le PED
- 26/06/2017 avec la DRFiP 69 pour le PGD

Solidaires Finances est revenu sur les conditions « d'accompagnement » de la réorganisation en précisant qu'un des deux évaluateurs est arrivé dans le service au 1/09/2016 sans qu'aucune information lui ait été donnée à l'avance concernant le risque de suppression de son poste en 2017...

Nous sommes intervenus également sur le traitement des demandes officieuses (demandes inférieures au seuil de consultation des domaines) qui, contrairement à ce qui est présenté par la Direction, ne s'arrêtera pas.

Certes, ces demandes ne seront pas transmises au PED, mais il n'en demeure pas moins que les collectivités locales disposent depuis fin mai d'un accès à l'application « demande de valeurs foncières -DVF » qui leur permet d'obtenir les éléments de comparaison pour leur permettre une autoévaluation.

Nous avons rappelé au président, qui n'avait pas l'air de savoir, que le suivi des habilitations et des demandes DVF est réalisé par le Service de Fiscalité Directe Locale.

Nous lui avons rappelé que le SFDL n'avait pas été prévenu de cette charge de travail supplémentaire et nous avons attiré son attention sur le fait qu'avec l'augmentation des seuils, le nombre de demandes officieuses allait mécaniquement augmenté...

4. Comptes- rendus des visites de l'ISST à Aubenas (CFP + Trésorerie) et Privas vanel (DDFiP + Paierie)

Visites de l'inspectrice santé et sécurité au travail le 29/09/16 à Aubenas et le 11/10/16 à Privas.

Elle a remis un rapport qui comprenait des observations en matière de sécurité et de santé des agents avec des recommandations.

Celles-ci sont en cours de suivi par la direction et la plupart ont été traitées et résolues.

Par exemple :

- à Aubenas :

- 1) au sujet de l'effritement de morceaux de maçonnerie à l'intérieur des bureaux, des relances sont en cours auprès des liquidateurs des sociétés (mise en cause de l'assurance décennale).
- 2) concernant les sols dégradés des devis ont été demandés.
- 3) le chauffage a été réparé. Son bon fonctionnement devrait être constaté l'hiver prochain (pensez à annoter le registre SST en cas de dysfonctionnement).

-sur ces 4 sites tous les agents travaillant sur double écrans disposent maintenant d'écrans homogènes.

5. Problématique amiante dans le cadre des travaux prévus pour le SPFE de Privas

Un rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux a été établi le 02/06/2017 par le bureau VERITAS .

La direction a fait réaliser des prélèvements au niveau de la cloison qui sépare l'actuel bureau de réception de l'enregistrement et le service de l'enregistrement, car elle souhaitait installer une porte entre ces deux bureaux.

L'analyse des échantillons prélevés au niveau de la cloison à déposer et des sols qui seront impactés par la dépose et la pose de la cloison n'a pas détecté d'amiante.

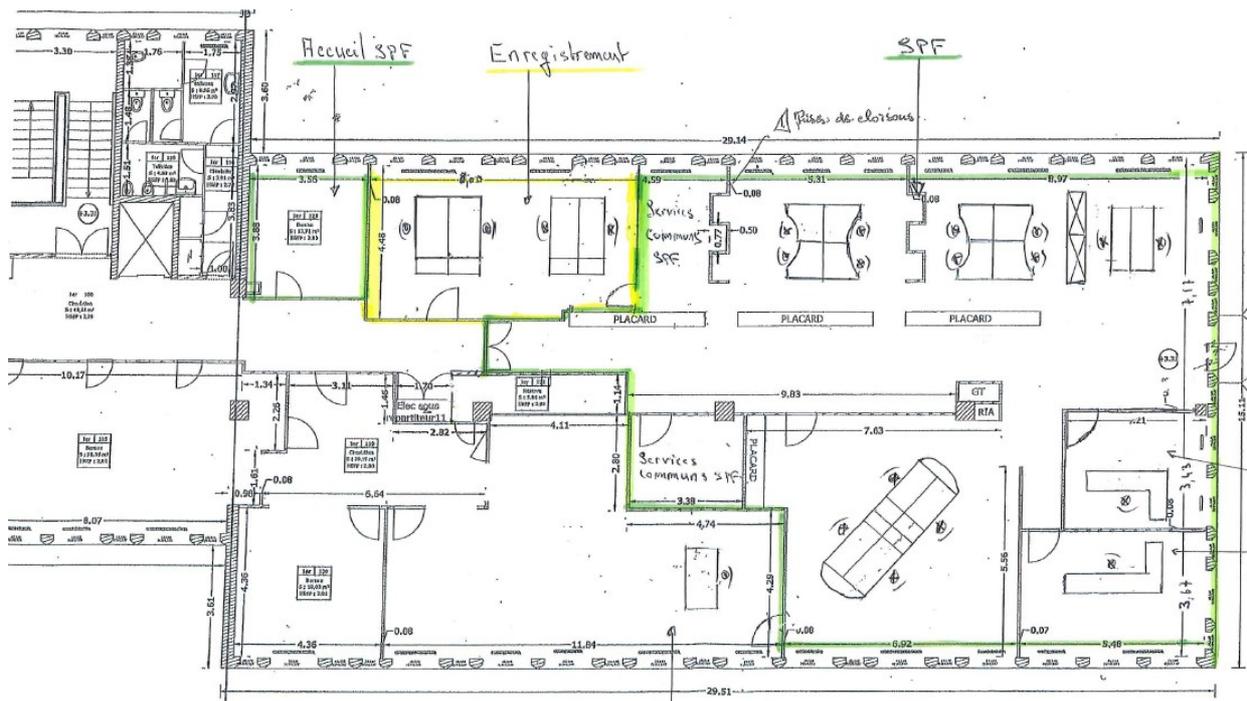
En revanche, le diagnostic technique amiante (DTA) établi le 18/09/2012 mentionne de l'amiante dans le sol (dalle et colle actuellement encapsulées) sur une partie de l'actuel bureau de l'enregistrement.

La direction n'installera donc pas la porte mais réfléchit à la mise en place d'un oculus et d'un bouton d'alarme pour prévenir les collègues en cas d'agression par exemple.

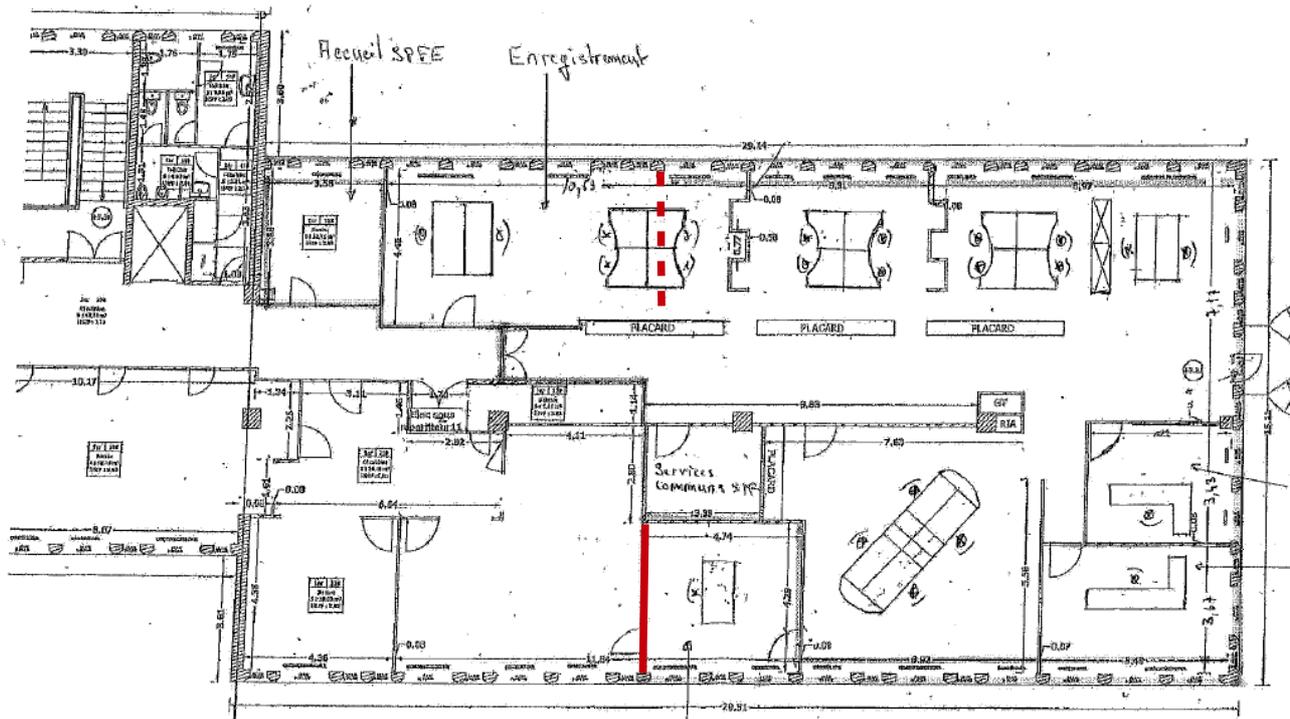
Le président précise que les autres travaux n'impacteront pas la partie amiantée.

Le projet d'aménagement du SPFE (au moindre coût bien sur !!!) :

Situation actuelle :



Situation au 01/09/2017 :



-la cloison séparant actuellement le service de l'enregistrement de celui du SPF sera déposée (en pointillé rouge), dans cet espace 6 postes de travail seront créés en open space,

-un bureau dédié au SPFE sera créé par la pose d'une cloison (trait plein rouge) dans une partie de l'espace actuel de la BDV (brigade départementale de vérification), dans cet espace 1 poste de travail sera créé.

Solidaires Finances a demandé que les recommandations du médecin de prévention, pour l'aménagement du SPFE, soient retenues :

- respecter le positionnement des bureaux et écrans par rapport aux fenêtres (perpendiculairement),
- mettre à disposition des agents des bureaux droits.

Solidaires Finances a également émis des réserves en ce qui concerne l'acoustique du SPF-E. Pour nous, le travail en plateau ouvert risque d'aggraver les problèmes phoniques.

Solidaires finances demande qu'un bilan soit fait ultérieurement avec les agents du SPFE concernant les éventuelles nuisances phoniques liées à l'aménagement des locaux en open space.

6. Projets immobiliers en cours

PRIVAS route des mines :

- mise en place d'un digicode pour sécuriser l'entrée des agents à compter du 15/06/2017,
- réflexion sur la sécurisation de l'accueil. Une demande va être faite à l'antenne immobilière,
- un garage pour les vélos sera mis à disposition au 01/09/2017.

DDFIP :

2ème et 3ème étage :

les travaux électriques et informatiques sont prévus en septembre 2017.

TOURNON :

- les travaux liés à la chaudière ont du commencer,
- réfection du sol de l'accueil à venir.

Gestionnaire de file d'attente (pour l'accueil) :

Ce gestionnaire est installé à AUBENAS et dessert tous les autres SIP du département.

Il sera changé et plus performant. Coût : 15 000 €.

VALLON PONT D'ARC :

Le propriétaire s'est engagé à réparer la jauge de la cuve de fioul, à créer un mur et à placer une porte étanche afin d'isoler la cuve de fioul (problèmes d'émanations d'odeurs de fioul), à aménager des toilettes isolées,

La direction va changer les sols côté agents, isoler la porte qui s'ouvre sur le garage, mettre une alarme incendie et changer le mobilier.

7. Budget (ci-joint) :

propositions retenues :

formations prévues :

sécurité incendie (RLI) dans les petits sites (trésoreries),

santé du dos en septembre.

8 fenêtres du CFP de TOURNON vont être équipés de films protecteurs (rayonnements électromagnétiques émanant de l'antenne). Coût : 2 300 €

Une mesure sera réalisée afin de comparer les taux d'émission avec films afin de poursuivre l'équipement des autres services concernés sur TOURNON.

Acquisitions de BAES (blocs autonomes d'éclairage de sécurité) POUR 1 300 €.

8. Questions diverses

Concernant le tableau incendie au CFP de Privas, nous avons demandé que des devis soient réalisés pour un départ d'alarme à l'accueil du bâtiment pour permettre aux pompiers notamment de savoir où l'incendie s'est déclenché sans avoir à monter au dernier étage....

Solidaires Finances a également demandé la réactivation de la note sur les fortes chaleurs.

9-Autres informations de la DDFIP

Changement du correspondant handicap de la DDFIP 07 :

ancien correspondant : M. Philippe BASTIE

nouveau correspondant : MME Sylvie BARBAROUX

La séance est levée à 16h35.

Vos représentants en CHSCT

Titulaires	Suppléants
Sylviane LONGERAY - BCR	Bernard VIALLE - CFP Privas
Joël MOUNIER - SIE Tournon	Sébastien BARRET - DDFiP SFDL